

Service Risques Naturels et Technologiques
Unité Départementale de la Haute-Corse
Route d'Agliani - Montesoro
20600 Bastia

Bastia, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CORSE EXPANSIF

Villa La Retraite Fleurie - route d'Alata - 20090 Ajaccio

Références : R-2026-34
Code AIOT : 0007300008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement CORSE EXPANSIF implanté LIEU DIT VINACCE 20218 Morosaglia. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORSE EXPANSIF
- LIEU DIT VINACCE 20218 Morosaglia
- Code AIOT : 0007300008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Corse Expansif exploite des installations de fabrication et de stockage de produits explosifs sur la commune de Morosaglia. Le site permet l'approvisionnement en matières explosives des carrières et des chantiers BTP de la région.

Les installations, autorisées depuis 1992, sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2007-214-1 du 02 août 2007 complété par l'arrêté n°2025-06-18-00002 du 18 juin 2025.

L'établissement est classé "SEVESO seuil haut" au titre de la rubrique 4220.1 (Stockage de poudres, explosifs et autres produits explosifs en quantités supérieur ou égale à 500kg).

Thèmes de l'inspection :

- Installations électriques et zonage ATEX;
- Notice de réexamen quinquennale EDD et actualisation POI.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais ⁽¹⁾
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Délais ⁽¹⁾
3	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date du présent rapport

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
5	Étude de dangers	AP Complémentaire du 25/06/2025, article 1.6.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de prendre en considération les observations formulées par l'inspection et adresser sous un délai d'un mois les justificatifs intéressant l'identification des zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion liée à la présence d'atmosphères explosibles, ainsi qu'une liste de l'ensemble des appareils électriques avec leurs caractéristiques, présents au niveau des postes de charges et de l'unité de fabrication d'explosifs.

En outre, l'exploitant doit adresser, sous trois mois, un POI conforme aux exigences réglementaires. Faute de quoi, une mise en demeure pourra être proposée à Monsieur le préfet de la Haute-Corse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : Les activités de fabrication, de manipulation, d'utilisation, de stockage et de transport d'explosifs ne relèvent pas des dispositions des articles R.4227-42 à R.4227-54 du Code du travail. Par conséquent, l'élaboration d'un Document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) n'est pas obligatoire pour cet établissement.

<p>L'exploitant présente l'étude de sécurité pyrotechnique (ESP) n°22040363/ASS/CORSE EXPANSIF/EST DÉPÔT/ÉTUDE DE SÉCURITÉ DU TRAVAIL, indice D2 du 26 mai 2025, relative à l'activité de stockage d'explosifs (zone des dépôts). Cette étude, approuvée par la DREETS le 30 juin 2025, se substitue au DRPCE et permet d'analyser les risques potentiels présents dans l'établissement lors des opérations de stockage d'explosifs.</p> <p>L'ESP relative aux activités de fabrication (zone fabrication) est actuellement en cours d'élaboration par le prestataire SAP.</p> <p>Au regard des conclusions de l'ESP et de l'étude de dangers réalisée en 2015 et mise à jour en 2021, l'exploitant a identifié les zones à risques suivantes au sein de son établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zones à risque d'explosion en masse : dépôt A, dépôt B, stockage temporaire et brûloir ; - Zones à risque d'incendie : zone de charge au dépôt, conteneurs de stockage de nitrate d'ammonium, zones de charge de l'usine de fabrication. <p>Selon l'exploitant, les installations ne comportent aucune zone susceptible d'être à l'origine d'une explosion liée à la présence d'atmosphères explosibles. Il indique notamment que les explosifs et détonateurs stockés dans les dépôts A et B ne peuvent être à l'origine de gaz, vapeurs, aérosols ou poussières susceptibles de provoquer la formation d'une atmosphère explosive.</p> <p>Ces zones sont reportées sur des plans avec une description des dangers conformément aux dispositions de l'article 60 de l'arrêté du 04 octobre 2010 et de l'article 71.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2025.</p> <p>Toutefois, pour l'inspection, il apparaît que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le FOD ne génère pas spontanément d'atmosphère explosive à température ambiante, mais peut en générer, notamment en cas de confinement ou lors d'opérations de transfert (unité de fabrication et cuve FOD) ; • les opérations de charge de batteries au plomb peuvent générer de l'hydrogène en cas de défaillance (zones de charge de l'unité de fabrication et du dépôt). <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de préciser la méthodologie et les modalités mises en œuvres afin d'identifier les zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion liée à la présence d'atmosphères explosibles au sein de l'établissement.</p> <p>L'inspection est par ailleurs dans l'attente de l'évaluation des risques potentiels associés aux opérations de chargement et de déchargement, ainsi qu'aux activités de fabrication d'explosifs (ESP spécifique).</p> <p>Il est rappelé que l'identification des zones à risques relève de la responsabilité de l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] Les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour (Cf PdC n°2). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : Les zones à risques sont matérialisées et des consignes sont disposées à l'entrée de chaque zone. Ces zones sont conformes aux plans de zonage présentés à l'inspection. Aucune zone ATEX (atmosphère explosive) n'est signalée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Matériels utilisables en atmosphère explosibles
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R.557-7-1 à R.557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'exploitant n'a pas identifié de zones susceptibles d'être à l'origine d'explosion de par la présence d'atmosphères explosibles (Cf. point n°1) Toutefois, il a été rappelé à l'exploitant que la directive 2014/34/UE du 26 février 2014, relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, a été transposée en droit français aux articles R.557-1-1 à R.557-5-5 et R. 557-7-1 à R.557-7-9 du code de l'environnement. Sauf dispositions contraires prévues dans l'évaluation des risques, il convient d'utiliser dans tous les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se présenter, des produits avec une catégorie conforme aux exigences de la directive 2014/34/UE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans l'attente des justificatifs repris au point de contrôle n°1, l'inspection est en attente d'une liste de l'ensemble des appareils électriques ainsi que leurs caractéristiques, présents au niveau des postes de charges et de l'unité de fabrication d'explosifs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...] Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.
Constats : L'exploitant indique que les installations électriques sont contrôlées annuellement conformément aux dispositions de l'article 7.3.4.1 de son arrêté autorisation de 2025. L'inspection a examiné les deux derniers rapports de vérifications périodiques des installations électriques réalisés par l'organisme APAVE, en dates des 02 décembre 2024 et 01 ^{er} décembre 2025. Lors de ces vérifications, l'exploitant a remis le plans des zones à risques de l'établissement. Ces rapports concluent à la conformité des installations électriques et du matériel en place et ne relèvent pas d'écart concernant les mesures de prévention des risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/06/2025, article 1.6.2
Thème(s) : Situation administrative, Réexamen de l'EDD
Prescription contrôlée : L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant. Conformément aux dispositions de l'article R.515-98 du code de l'environnement, le réexamen et la mise à jour éventuelle de l'étude de dangers interviendra avant le 21 juillet 2026 . Notamment, l'exploitant devra s'assurer que les installations pyrotechniques restent compatibles avec leur environnement compte tenu des mesures de maîtrise des risques internes (MMR) mises en places.
Constats : L'exploitant indique que le réexamen de son étude de dangers est en cours par la société SAP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il a été rappelé à l'exploitant que cette notice de réexamen doit être conforme aux dispositions de l'avis du 08 février 2017 ⁽¹⁾ et de l'arrêté du 26 mai 2014 ⁽²⁾ . En particulier, elle devra statuer sur le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques (MMR) et comporter un document récapitulatif de ces mesures (Article 7 AM 26/05/2014). ⁽¹⁾ Avis du 08/02/17 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ⁽²⁾ Arrêté Ministériel du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. <p>« L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis, lors de l'inspection, le Plan d'Opération Interne (POI) de référence V2, mis à jour en juin 2025.</p> <p>Toutefois, ce document demeure non conforme aux dispositions du présent article. En particulier, il ne comporte pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les moyens et les méthodes prévus par l'exploitant pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement à la suite d'un accident majeur ; • les dispositions permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux. <p>L'exploitant indique que des démarches sont actuellement en cours afin de mettre en place un dispositif permettant la réalisation de ces premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant est tenu de mettre en conformité son Plan d'Opération Interne avec les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pré-cité. En particulier, le POI devra inclure, au minimum, les informations et données prévues aux points i et j de l'annexe V de cet arrêté.</p> <p>L'exploitant est tenu de se doter de capacités de prélèvements et mesures dans l'air environnant pour toute activité susceptible de générer des substances présentant des risques sanitaires aigus significatifs ou des incommodités fortes perceptibles à grande distance.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois